

LA REGLE FISCALE : QUELS RISQUES POUR L'ENTREPRISE AU MAROC ?

THE TAX RULE: WHAT RISKS FOR BUSINESS IN MOROCCO?

ALJ BOUCHRA

Enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques,
Economiques et Sociales, Université Hassan II, Mohammedia, Maroc
aljbouchra@yahoo.fr

Date de soumission: 20/08/2019

Date d'acceptation: 30/11/2019

DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3598082>

RESUME

Le système fiscal marocain est fondé sur le principe de l'autodétermination de l'impôt. En contrepartie de ce système fondé sur le civisme et la bonne foi présumée du contribuable, l'administration fiscale dispose d'un droit de contrôle. Malheureusement, à l'heure actuelle, les difficultés financières de l'Etat semblent avoir conduit à un durcissement de l'action de l'administration fiscale dans son appréciation de la bonne foi de l'entreprise. Pour celle-ci, cette tournure culpabilisante de l'administration n'est guère rassurante. Le contrôle fiscal peut engendrer des sanctions pour l'entreprise qui devrait le subir et peut affecter sa réputation. C'est un risque pénible que toute entreprise devra intégrer dans le quotidien de son activité et dont la gestion s'impose de plus en plus à tous ses acteurs. Plusieurs approches ont été développées pour expliquer et relater les sources du risque pour une entreprise de subir un redressement fiscal suite à un contrôle. L'objectif de ce papier est justement d'**analyser la qualité de la règle fiscale comme l'un des facteurs qui exposent les entreprises au Maroc au risque d'un contrôle fiscal**. La connaissance et l'identification des origines possibles d'un tel risque constitue une étape cruciale vers la mise en place des actions nécessaires pour réduire son impact.

MOTS CLES : Règle fiscale, sécurité fiscale, risque fiscal, contrôle fiscal.

ABSTRACT

The Moroccan tax system is based on the principle of self-determination of the tax. In return for this system based on the taxpayer's civic-mindedness and presumed good faith, the tax administration has a right of control. Unfortunately, at present, the financial difficulties of the State seem to have led to a tightening of the tax administration's action in its assessment of the good faith of the company. This guilt-ridden turn of events by the tax administration is hardly reassuring for the company. Tax audits can impose sanctions on the company which must impact it negatively and harm its reputation. It is a painful risk that any company will have to integrate it daily into its activity and whose management is increasingly imposed on all its actors. Several approaches have been developed to explain and relate the sources of the risk for a company to undergo a tax adjustment following an audit. This paper seeks precisely to analyze the quality of the tax rule as one of the factors that expose companies in Morocco to the risk of a tax audit. The knowledge and identification of the possible origins of such a risk is a crucial step towards the implementation of the necessary actions to reduce its impact.

KEY WORDS: Tax rule, tax security, tax risk, tax audit.

INTRODUCTION

Le système fiscal marocain est fondé sur le principe de l'autodétermination de l'impôt. Il incombe directement aux contribuables, entreprises ou particuliers, sur la base de leurs revenus ou de leurs bénéfices, de déclarer, calculer et payer le montant de l'impôt dû à l'administration fiscale.

En contrepartie de ce système fondé sur le civisme et la bonne foi présumée du contribuable, l'administration fiscale dispose d'un droit de contrôle dont le fondement général repose sur l'article 210 du CGI. Ce droit de contrôle lui permet de s'assurer de l'exactitude des données déclarées, d'inciter ceux qui ne déclarent pas à réguler leur situation, de rappeler l'impôt dû lorsque les montants déclarés sont inférieurs aux montants réellement dus et de sanctionner ceux qui ne respectent pas leurs obligations fiscales. Le contrôle fiscal est dès lors devenu un moyen indispensable pour assurer l'égalité devant l'impôt et pour garantir les conditions d'une concurrence saine et loyale entre les entreprises dans une économie de marché.

Le contrôle est donc pour l'administration fiscale le moyen de récupérer l'impôt éludé qui, rappelons-le, permet de financer l'action publique (finalité budgétaire), de sanctionner les irrégularités intentionnelles (finalité répressive) et d'inciter l'ensemble des contribuables au civisme fiscal (finalité dissuasive).

Cependant, le contrôle fiscal n'a pas une bonne réputation et il est mal vécu par les contribuables qui le subissent. Pour l'entreprise, le contrôle fiscal est considéré comme un risque pénible et difficilement maîtrisable.

De façon générale, Larousse définit le risque comme « un danger, inconvénient plus ou moins probable auquel un individu, un acteur est exposé ». C'est « un aléa dont la survenance prive un système (une entreprise, par exemple) d'une ressource et l'empêche d'atteindre ses objectifs » (Encyclopédia Universalis). D'autres définitions peuvent être évoquées (B. Barthélémy, J. Quibel, 2000 par exemple). Elles diffèrent peu les unes des autres.

Pour une entreprise, le risque tel qu'il a été défini par le Cabinet Ernest & Young et repris par Moreau Franck, est « la menace qu'un événement, une action, ou une inaction affecte la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs stratégiques et compromette la création de valeur » (Moreau Franck, 2002). Selon les termes de Bressy G., « les risques d'entreprise sont tous les événements pouvant survenir et qui sont de nature à réduire sa rentabilité, voire à remettre en question son existence. Il peut s'agir de menaces qui se réalisent, d'erreurs de gestion ou de prévisions ou encore de la survenance d'aléas défavorables » (Bressy G., 2004).

Ils peuvent par exemple concerner la stratégie organisationnelle (Miller, 1992), la santé des salariés (Pidgeon, 1991) et revêtir des formes diverses, jusqu'à inclure les technologies de l'information (Shackelford, 2012). Parmi cette multiplicité de risques qu'encourent une entreprise dans le cadre de l'exercice de son activité, il y a les risques juridiques au rang desquels figure le risque lié au contrôle fiscal, objet de ce papier.

Le risque lié au contrôle fiscal doit s'entendre ici de la menace de « redressement fiscal », ou plus exactement de « rectification de la base d'imposition » tel que figure dans les textes législatifs, que l'entreprise subie en cas de non-respect ou non-conformité, volontaire ou non, aux règles fiscales. Lors de la Conférence Internationale des Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche de Gestion d'Expression Française qui s'est tenue en 2002, J.L.Rossignol et T.T.Kim Anh l'ont présenté comme un « risque de sanction fiscale » dans la mesure où il peut engendrer des sanctions pour l'entreprise et peut affecter sa réputation, et ce en cas de découverte par l'administration fiscale dans le cadre de l'exercice de sa fonction de contrôle.

Au Maroc, on assiste ces dernières années à un renforcement et à une densification des opérations de contrôle fiscal, en grande partie grâce, notamment, à la digitalisation de l'acte de déclarer et de payer l'impôt et aux échanges de données qui ont permis de mieux organiser les contrôles et de réaffecter le personnel vers les missions à plus forte valeur ajoutée.

La Direction Générale des Impôts (DGI) a par ailleurs implémenté dans sa base de données 500 règles pour le recoupement et le croisement des données. Au cours du dernier trimestre de l'année 2019, elle a même créé une cellule dédiée à la recherche Web à des fins de contrôles et a mis en place un référentiel des liens capitalistiques croisés.

Le résultat : 7622 dossiers ont été vérifiés en 2018, dont 4200 dossiers dans le cadre d'une vérification générale et 3444 dossiers dans le cadre d'un contrôle ponctuel. Par rapport à l'année 2015, le nombre de dossiers contrôlés a augmenté en 2018 de plus de 252%. Ces contrôles ont généré des recettes qui ont totalisé 8 milliards de DH au titre de cette année, soit une augmentation de 97% par rapport à l'année 2015. Même constat au niveau du contrôle sur pièces qui s'est renforcé ces dernières années de façon considérable. Le nombre de dossiers qui ont subi un contrôle sur pièces en 2018 a atteint 23 484 dossiers, en hausse de 138% par rapport à l'année 2017, pour des recettes de 3,44 MM DH, soit 3,5 fois le montant encaissé en 2017 et 6 fois le montant recouvré en 2016. Près de 70% des dossiers vérifiés se sont soldés par des redressements (DGI, entretiens et rapports d'activité). En 2018, le montant

total des recettes issues des redressements fiscaux (contrôle sur pièces, contrôle sur place, recouvrement forcé et affaires juridiques) était de 17,7 milliards de DH, en hausse de 46% par rapport à 2017.

De toutes ces données, nous pouvons tirer la conclusion que le contrôle fiscal au Maroc constitue de plus en plus un risque réel pour l'entreprise qui devrait ainsi donc l'intégrer dans le quotidien de son activité et dont la gestion s'impose à plus d'un égard.

Plusieurs approches ont été développées pour expliquer et relater les sources du risque pour une entreprise de subir un redressement fiscal. Il est ainsi difficile d'affirmer que tel ou tel facteur est prédominant parmi la longue liste de ceux qui sont traditionnellement avancés comme, par exemple, la conjoncture économique, l'inadaptation du système fiscal, l'idéologie, les mentalités, le poids de la pression fiscale, les procédures du contrôle fiscal, la qualité de la norme régissant la matière fiscale et la façon dont elle est appliquée, etc.

L'objectif de cet article est justement d'**analyser la qualité de la règle fiscale comme l'un des facteurs qui exposent les entreprises au Maroc au risque d'un contrôle fiscal**. La connaissance et l'identification des origines possibles du risque constituant une étape cruciale vers la mise en place d'actions adéquates dans le but de réduire son impact.

En effet, si pour connaître le régime fiscal qui lui est applicable, l'entreprise marocaine va devoir prendre garde de l'insécurité d'un droit en constante mouvance et de l'instabilité technique des règles fiscales qui sont continuellement retouchées, elle devra en outre démêler une législation volumineuse et confuse superposant des textes imparfaits, qui se chevauchent et difficiles d'appréhension.

1. L'INSTABILITE DU DROIT FISCAL MAROCAIN

Par "instabilité du droit" on entend le fait que la législation donne naissance, chaque jour, à de nouvelles lois, promulgations, modifications et autres textes de loi que nul n'est censé ignorer. La maxime « Nul n'est censé ignorer la loi » domine tout notre droit. Appliquée à la fiscalité, elle pose une présomption irréfragable de connaissance de la règle fiscale par tous les contribuables. Or, il est évident qu'une telle connaissance exhaustive est impossible à réaliser au quotidien. D'où le risque d'ignorer et/ou d'agir contre certaines lois, sans même le savoir. « Nul n'est censé ignorer la loi est sans doute l'expression la plus grande du droit et sa plus nécessaire fiction » (Messi M. 2007).

Entre textes de loi réglementaires, fiscaux, sans oublier les innombrables cas de jurisprudences, etc., l'instabilité du droit est certainement le premier risque juridique à

menacer la gestion d'une entreprise. Selon Ferrier D. « le risque le plus redoutable tient à la modification de la norme ». Pour lui, « La qualité première du droit devrait être sa stabilité, ce qui n'exclut pas évidemment son adaptation. Mais aujourd'hui le droit est de plus en plus instable, alors que l'entreprise se construit naturellement dans le temps » (Didier Ferrier, 2012).

Au Maroc, et à l'occasion de l'élaboration de la loi de finances, chaque année des nouveautés sont introduites sous forme de rajouts, de modifications ou de suppressions. 20, 30 voire 50 mesures fiscales sont adoptées à chaque loi de finances. C'est ce qu'il a confirmé le CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) dans son rapport de 2019.

L'évolution permanente de la législation fiscale l'a rendu extrêmement volumineuse, complexe et obscure. « L'obscurité du droit fiscal se nourrit effectivement de la multiplication des textes, la croissance de leur volume et le caractère incessant de leur modification » (HASSOUN A., 2010).

De plus, cette prolifération de lois est contraire au principe de la nécessaire stabilité fiscale. Le législateur ajuste et grignote régulièrement des dispositifs qu'il plébiscitait pourtant autrefois, menaçant alors les montages initialement escomptés par les contribuables.

Les entreprises sont donc submergées par un flux continu de nouveaux textes. Cette inflation législative, que certains préfèrent qualifier de « productivisme juridique » (M. Messi, 2007 et F. Douet, 1997), rend difficile la maîtrise et l'application efficace des textes fiscaux qui sont en vigueur. La stabilité de l'environnement législatif et réglementaire est un élément important pour le développement des activités économiques.

Il est difficile, dans ces conditions, d'espérer la moindre prévisibilité en matière fiscale. Les textes sont fréquemment modifiés que leur persistance dans le temps n'est jamais garantie. Le caractère conjoncturel de ces modifications les dépossède de toute prévisibilité.

Certes, la stabilité juridique ne signifie pas immobilisme. Il est vrai en effet que l'opportunité des mises à jour se justifie, soit par le besoin d'une adaptation à l'évolution du cadre économique et social dans lequel les contribuables exercent leurs activités : mondialisation des entreprises, innovations permanentes, etc., soit par le besoin ressenti d'une correction des défaillances du système fiscal en vigueur. Toutefois, et au fil des années, un maquis inextricable de réglementations s'est constitué dans lequel un chef d'entreprise, surtout s'il est non initié, ne peut plus désormais se retrouver et risque de payer de plus en plus cher sa méconnaissance.

L'instabilité du texte fiscal procure donc un sentiment d'insécurité qui laisse au contribuable « l'impression d'une remise en question permanente des règles du jeu et dont il estime être la perpétuelle victime » (Geffroy J. B., 1993). Elle conduit inévitablement à une insécurité juridique croissante et remet en cause la prévisibilité dont les opérateurs économiques ont ardemment besoin.

La meilleure solution demeure par conséquent, d'instaurer un service permanent de veille juridique au sein de l'entreprise ou, selon l'importance de la structure en question, de déléguer la mission à un professionnel externe mandaté dans ce but (avocat, notaire, etc.).

Or, toutes les entreprises n'ont en pas les moyens. Si les grandes entreprises et les grands cabinets ont les moyens de suivre au jour le jour l'évolution de la loi fiscale, les petites entreprises ou les petits cabinets n'ont pas la taille critique nécessaire pour disposer de spécialistes du domaine fiscal. Outre l'insécurité juridique qu'elle procure au contribuable, l'instabilité du texte fiscal crée ainsi une inégalité de fait devant la loi fiscale entre d'un côté les grandes entreprises, et de l'autre les petites et moyennes entreprises.

« L'équité fiscale » qui a constitué le thème des troisièmes assises nationales sur la fiscalité tenue en 2019, ne peut être atteinte que si la stabilité fiscale est assurée.

2. L'ECLATEMENT DES TEXTES FISCAUX ET LEUR CHEVAUCHEMENT

Les difficultés auxquelles se heurte le spécialiste en matière fiscale – ou plus simplement le contribuable – proviennent non seulement du rythme saccadé des modifications législatives, mais encore de la superposition de deux textes à prétention normative :

- Le Code Général des Impôts qui rassemble les dispositions relatives aux impôts de l'Etat (IS, TVA, IR, droits d'enregistrement, droits de timbre, taxe spéciale annuelle sur les Véhicules automobiles) ;
- Et la loi n° 47-06 relative à la fiscalité locale publiée au journal officiel n° 5583 du 03 décembre 2007, complétée par la loi n°39.07 promulguée par le Dahir n° 1-07-209 du 27 décembre 2007 issue de la réforme de 2007, qui a repris, à titre transitoire, certaines taxes, droits, contributions et redevances institués par la loi n°30.89 et relative à la fiscalité des collectivités locales et qui s'articule autour de deux axes :
 - Le premier concerne les taxes et redevances gérées par les collectivités locales elles-mêmes ;
 - Et le second concerne les taxes locales gérées par l'Etat au profit des collectivités territoriales, (l'émission de ces taxes est assurée par la DGI et le

recouvrement par la TGR) et qui se répartissent en fonction de deux catégories de redevables : La taxe professionnelle et la taxe sur les services communaux dues par les entreprises, et la taxe d'habitation et la taxe sur les services communaux dues par les particuliers.

Cette dispersion de la législation fiscale a pour conséquence qu'un même contribuable, assujetti à divers impôts, peut se voir opposer des textes différents, mettant en œuvre des principes parfois contradictoires. Les procédures ne sont pas les mêmes selon le type d'impôt contesté, les délais de prescription différent, la date de prise de cours des intérêts varie d'un impôt à l'autre, etc.

Un rapprochement des textes, ceux qui figurent au Code Général des Impôts et dans les lois n°47-06 et n°39-07, fait apparaître en effet des divergences dans la conception, la compréhension et l'interprétation des dispositions qui y figurent.

Un des exemples les plus frappants en la matière est celui de la taxe professionnelle où l'on relève, pour certaines catégories de contribuables, des dispositions d'exonération qui sont notablement différentes de celles dont ils bénéficient à l'IS. Il en est ainsi pour les coopératives qui sont exonérées de la taxe professionnelle lorsque leur chiffre d'affaires est inférieur à 2 000 000 DH hors TVA, alors qu'en matière d'IS, elles bénéficient d'une exonération permanente lorsque leur chiffre d'affaires est inférieur à 10 000 000 DH hors TVA.

On peut également citer le cas des promoteurs immobiliers qui réalisent des cités, résidences et campus universitaires : le nombre de chambres à construire est de 50 chambres pendant une durée maximum de 3 ans à compter de la date de l'autorisation de construire, pour bénéficier de la réduction d'IS pendant 5 ans ; il est de 500 chambres pour la même période pour bénéficier de l'exonération permanente en matière de taxe professionnelle.

Le manque d'harmonisation entre la fiscalité d'Etat et la fiscalité locale du point de vue des conceptions de taxation se remarque également au niveau d'autres taxes notamment la Taxe sur les Terrains urbains Non Bâties (TTNB) dont les règles d'imposition diffèrent sensiblement des droits d'enregistrement qui sont applicables en cas de mutation des mêmes terrains. En effet, la TTNB est calculée selon une fourchette de tarifs par m² ; alors que la mutation des terrains non bâtis subit un taux proportionnel de 4% au titre des droits d'enregistrement.

Par ailleurs, et cette fois c'est au niveau des obligations déclaratives que le chevauchement et l'absence de cohérence entre les normes régissant les deux niveaux de la fiscalité marocaine constituent une gêne et une source de complication pour les entreprises. C'est le cas de la

taxe professionnelle pour laquelle la date limite de déclaration des éléments imposables intervient deux mois avant la date limite réglementaire de souscription de la déclaration de l'IS par procédé électronique. La dispersion des textes ne facilite pas l'élaboration d'une politique fiscale cohérente.

L'on peut citer un autre cas, plus bouleversant encore, de chevauchement entre textes législatifs. Cette fois entre la loi fiscale et la loi non fiscale. La loi 47-06 institue une exonération en matière de la Taxe sur les Terrains urbains Non Bâties pour les terrains qui font l'objet d'une autorisation d'aménagement ou de développement (art. 42 paragraphe 4). Or la loi relative à l'urbanisme ne prévoit pas d'autorisation d'aménagement ou de développement, ce qui crée une confusion pour l'entreprise.

L'absence de cohérence entre les textes législatifs représente donc un réel facteur de confusion pour l'entreprise marocaine qui se trouve ainsi contrainte à composer avec des textes qui se chevauchent. Une telle situation ne peut que nuire à la bonne application des normes par l'entreprise et l'exposer par conséquent au risque d'un contrôle fiscal et éventuellement, d'un redressement fiscal.

3. LA COMPLEXITE DE LA LOI FISCALE

L'existence de textes fiscaux clairs, explicites et facilement accessibles pour tous, est de nature à accroître le sentiment de sécurité fiscale chez les entreprises. Or la loi fiscale est une matière réputée, à juste titre, technique, obscure et protéiforme, à raison de la diversité des opérations qu'elle appréhende. Le manque d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi fiscale est source d'insécurité juridique pour l'entreprise et porte en conséquence préjudice à l'investissement, à l'emploi et à la croissance économique du pays en général.

Pour un objectif de sécurité et de bonne application, la norme fiscale doit donc être aussi bien accessible qu'intelligible. Pour qu'elle soit accessible, il faudrait que les destinataires soient en mesure de la saisir afin de connaître les conséquences de leurs actes, « à défaut, les sujets de droit seront soumis à des normes dont ils ignoraient la vocation, à régir leurs situations. Une norme juridique non aisément accessible est donc un facteur d'insécurité » (Douet F., 1997). Pour que la norme fiscale soit intelligible, il faudrait que le vocabulaire, la structure et la rédaction soient simples, clairs et compréhensibles, ne laissant qu'une marge réduite d'interprétation.

S'agissant de l'accessibilité de la norme fiscale pour l'entreprise marocaine, et bien que la codification législative a pour objectif général de simplifier l'accès aux textes juridiques, les

principaux impôts et taxes du système fiscal marocain, et en l'état actuel, ne font l'objet que d'une codification partielle. Le Code Général des Impôts rassemble seulement les dispositions relatives aux impôts de l'Etat (IS, TVA, IR, droits d'enregistrement, droits de timbre, Taxe Spéciale Annuelle sur les Véhicules « Vignette ») à l'exclusion de la fiscalité locale qui est restée à l'écart du dispositif de codification. De surcroît, l'ensemble formé par les taxes locales et les redevances n'est pas rassemblé dans un texte unique et demeure énoncé dans les deux lois : la loi n° 47-06 et la loi 39-07.

Pour ce qui est de l'intelligibilité de la norme fiscale marocaine, la complexité des textes existants a fait l'objet de critiques récurrentes portant à la fois sur leur volume, leur imbrication (l'importance des renvois ne facilite pas la lecture directe de la loi) et leur formulation.

En parcourant certains articles du Code Général des Impôts (CGI) de l'année 2019, nous constatons qu'ils sont difficilement lisibles. Tel est l'exemple notamment de l'article 6, long de 16 pages, qui est dépourvu de toute structure. Il contient, en effet, d'innombrables renvois (pas moins d'une trentaine) et 11 abrogations. En plus, les articles auxquels il est renvoyé, renvoient eux-mêmes à d'autres articles, donnant lieu ainsi à une arborescence complexe qui rend, au total, particulièrement difficile, la compréhension du dispositif initial. Tous ces renvois nuisent à la lisibilité du texte et le rendent d'une grande opacité pour le lecteur, même s'il est spécialiste en la matière.

Dans ces conditions, une refonte du CGI dans un objectif de simplification qui contribuerait par suite à l'accroissement de la sécurité juridique à moyen et long terme, devient indispensable ; même s'il ne faut pas négliger les éventuelles difficultés d'adaptation à court terme, notamment pour les spécialistes de la fiscalité qui sont habitués à la codification et aux textes existants.

La refonte devrait aussi aboutir à une clarification des textes se rapportant principalement à la définition et à l'utilisation de certains concepts (dividendes et revenus distribués, fait générateur et date d'exigibilité...) ou de certains mots (sociétés « passibles », « soumises » ou « assujetties » à l'IS...) particulièrement flous pour l'entreprise.

En effet, en principe, toute loi doit pouvoir être comprise par ceux à qui elle s'adresse. Partant, elle doit être claire et précise de sorte que le citoyen connaît la règle qui lui est appliquée. La Cour Européenne des Droits de l'Homme considère d'ailleurs cette exigence de clarté de la loi comme le corollaire du principe de la sécurité juridique (CEDH, 2000). Elle incite par

conséquent à rédiger les lois dans un style simple et compréhensible puisque le texte est rédigé non pas à l'attention des juges mais à tous les citoyens.

En droit fiscal, le destinataire est le contribuable et non le spécialiste. Pourtant, au vu de la rédaction du texte fiscal, l'impression qu'il s'adresse aux professionnels est persistante. Une entreprise qui n'a pas de connaissance de la terminologie juridique n'est pas en mesure de comprendre les lois relatives à la matière fiscale. Clarté, précision, concision sont des qualités requises dans la rédaction législative (Lasserre-Kiesow V., 2002).

Afin de rendre le CGI intelligible, certains principes de lisibilité, repris des principes énumérés par Eugène Huber (Flückiger A., 2007) pour la rédaction du code civil suisse, visent à produire un texte concis : chaque article doit comporter trois alinéas au maximum ; les alinéas doivent être rédigés en une seule et brève phrase. Le sens des concepts et des termes devrait être harmonisé et lorsqu'ils sont utilisés avec une définition spécifique, celle-ci devrait être précisée. Le rédacteur doit éviter d'utiliser les synonymes et ne pas craindre de reprendre les mêmes termes pour désigner les mêmes notions, même s'il en résulte une monotonie. Il doit éviter, autant que possible, les renvois ; en cas de nécessité, le renvoi doit s'effectuer par une phrase reflétant le contenu, et non par une indication du numéro d'article.

Ceci dit, à force d'insister pour rendre la loi fiscale parfaitement claire, tout à la fois lisible et précise, ne nous risquons pas de la rendre plutôt terriblement légère et simple ? Une loi absolument claire, aura-t-elle la plasticité nécessaire pour s'adapter à un environnement aussi complexe que celui dans lequel nous vivons aujourd'hui ?

Aucune réponse définitive ne peut être apportée à cette problématique. En poursuivant l'un, le législateur risque de négliger l'autre. Le texte sera clair, mais non représentatif de la réalité, et vice versa. Le législateur n'a d'autre moyen que d'opter pour une voie médiane (Flückiger A., 2007).

Par ailleurs, et au-delà de la lisibilité du texte de loi, la législation fiscale marocaine est complexe de par aussi la multiplicité des taux d'imposition et la superposition des règles applicables et dispositifs existants.

A titre d'exemple, en matière de TVA en 2018, on ne compte pas moins de 7 listes particulières comportant chacune un régime et surtout un taux différent : en plus du taux de 20% qui est le taux normal de droit commun et qui s'applique à la quasi-totalité des biens et services, il y a le taux de 14% avec droit à déduction, 14% sans droit à déduction, 10%, 7%. Il y a aussi les produits exonérés sans droit à déduction, les produits exonérés avec droit à remboursement,

les produits soumis à des taux spécifiques de 100dh, de 5dh et de 0,10dh (Article 100 du CGI-2019). Cette multiplicité de taux et de régimes ne peut que compromettre le principe même de la TVA qui est sa neutralité, et affecte en conséquence son efficacité.

Un autre exemple de la multiplicité des taux d'imposition est celui des taux de l'IS. Parallèlement aux taux normaux appliqués de façon graduelle en fonction du montant du bénéfice net (10% pour un montant du bénéfice net inférieur ou égal à 300 000dh, 17,50% de 300 001 à 1 000 000 et 31% pour un montant supérieur à 1 000 000, tel qu'il a été stipulé par l'article 9 de la loi de finances n°115-12 pour l'année budgétaire 2013 et l'article 7 de la loi de finance n° 80-18 pour l'année budgétaire 2019), d'autres taux sont appliqués : le taux de 37% pour les établissements de crédit, Bank Al Maghreb et le reste des établissements financiers, les taux spécifiques de 8,75%, 10%, 15%, le taux forfaitaire de 8% et les taux de l'IS retenu à la source de 10%, de 20% et de 15%.

Cette multiplicité des taux est doublée d'une inflation de dérogations. En 2018, 418 mesures dérogatoires ont été accordées (53% au titre de la TVA, 16% au niveau de l'IS et 16% au niveau de l'IR). Dans son rapport de 2019 sur le système fiscal marocain, le Conseil Economique, Social et Environnemental a conclu que « les dispositifs dérogatoires altèrent la lisibilité de la fiscalité et peuvent entraîner des coûts de gestion élevés tant pour les usagers que pour l'administration fiscale » (CESE, 2019).

En plus des conséquences lourdes qu'elles ont sur les finances publiques (en 2018, elles ont coûté 34 748 MMDH en termes de dépenses fiscales), l'existence de ces dérogations qui n'est que le reflet du poids fort des groupes de pression dans la prise de décision fiscale au Maroc, rend l'environnement fiscal pollué, désarticulé et parfois contradictoire.

Certes, le droit fiscal traduit sous forme de normes des objectifs politiques, économiques et sociaux extrêmement variés. Le législateur est ainsi appelé en permanence à modifier le droit fiscal et à multiplier les dispositions dérogatoires. C'est d'ailleurs le propre du politique qui est de mener des réformes, d'agir, de changer et de s'adapter. Il est donc normal que lors de chaque législature, le droit fiscal enregistre de nouvelles dispositions ou effectue des modifications des anciennes dispositions afin de s'adapter à la dynamique que la société et l'économie exigent. Parallèlement, les décideurs publics voient régulièrement apparaître de nouveaux domaines, de nouveaux acteurs et de nouveaux problèmes qui nécessitent des prises de position ou des interprétations. Il en résulte donc une structure fiscale complexe qui n'est pas du tout sécurisante, mettant l'entreprise dans l'incapacité de bâtir des stratégies. La

complexité du droit fiscal reflète donc la complexité des situations qu'il doit appréhender (Michel Bouvier, 1998).

La complexité du droit fiscal pour répondre à la complexité des objectifs qu'il poursuit d'un côté, et la constance de la norme fiscale souhaitée par l'entreprise pour pouvoir se projeter dans le futur et planifier son développement de l'autre, impliquent de chercher un équilibre afin que la sécurité fiscale soit atteinte. La politique fiscale n'est que l'exercice d'un équilibre entre ces deux contraintes majeures. L'exercice est certes difficile mais tout est question de dosage. L'idéal attendu est d'observer une ligne de conduite, des principes et des valeurs sur le long terme de sorte à garantir un minimum de sécurité fiscale.

4. L'AMBIGUÏTE DES TEXTES FISCAUX

A l'insécurité juridique ambiante et le cadre fiscal pour le moins « pousse-au-crime » qui est le nôtre, à en juger par l'engouement actuel des entreprises pour les montages d'ingénierie et d'optimisation fiscale, s'ajoutent la faiblesse et l'ambiguïté des textes fiscaux.

Les textes fiscaux portent en effet l'empreinte d'imprécision, de laconisme et d'ambiguïté. Une plus grande place est donc laissée à l'interprétation qui s'est avérée en place très équivoque.

L'exemple le plus frappant est l'ambiguïté du droit fiscal marocain à l'égard de la déductibilité illicite de certaines charges pour le calcul de l'IS à payer. En effet, le principe général de la déductibilité des charges exige que les dépenses « *soient engagées ou supportées pour le besoin de l'activité imposable* » (Article 8 du CGI). Le droit fiscal marocain ne renseigne pas davantage sur le sens de l'expression juridique qu'il emploie sans jamais la définir. Il se contente juste d'admettre en déduction les charges engagées ou supportées pour les « *besoins de l'activité imposable* ».

Devant cette expression vague et ambiguë, l'interrogation demeure entière : de quel intérêt la société se prévoit-elle lorsqu'elle demande au fisc la déduction de ses charges ? Le flou entoure cette disposition et autorise certainement des interprétations divergentes qui peuvent constituer un autre facteur de risque de redressement de l'entreprise.

Autre exemple de la faiblesse des textes fiscaux est celui relatif aux conditions de déductibilité des cadeaux publicitaires. Certes, il y a une limitation qui porte sur la valeur unitaire des cadeaux distribués (100 DH), or aucune limitation de la quantité n'est prévue. Les textes parlent des charges qui sont liées à l'exploitation et qui ne doivent pas être exagérées, sans aucune précision.

S'agissant des dépenses personnelles, malgré leur nature susceptible de donner lieu à des abus en raison notamment de leur multiplicité, sont déductibles sans aucune norme précise, sans qu'aucune limitation (à quelques exceptions près) ne soit fixée.

La législation fiscale locale est, elle aussi, opaque et complexe. Les règles d'assiette et de liquidation en particulier posent des difficultés d'interprétation car les textes ne sont pas souvent clairs. C'est le cas par exemple pour l'article 20 de la loi 47-06 sur la taxe d'habitation, laquelle « *est établie au nom du propriétaire ou de l'usufruitier et à défaut, au nom du possesseur ou de l'occupant* ».

Une formulation qui est source de confusion dans la mesure où l'expression « *à défaut* » a un sens résiduel. « Elle peut être entendue comme signifiant qu'en droit commun le redevable est le propriétaire et que l'occupant ne l'est que si le propriétaire fait défaut, c'est-à-dire si l'administration ne parvient pas à l'imposer » (Rapport de la Cour des comptes, 2015).

Au niveau des dispositions concernant les exonérations à la taxe professionnelle figurant au chapitre 2, section 1, article 6 de la loi 47-06, il en existe un très grand nombre (35 exonérations totales, une réduction permanente, 3 exonérations temporaires). Plusieurs d'entre elles mériteraient d'être clarifiées. On pense notamment à l'exclusion du mobilier, matériel de bureau et aménagements divers de la base imposable de la taxe professionnelle à l'instar du matériel de transport, qui n'est pas prévue expressément dans la loi et soulève donc la question de sa légalité (Rapport de la Cour des comptes, 2015).

Pour ce qui est des organismes du secteur public, il convient de reconsidérer la portée de l'exonération totale permanente de la taxe professionnelle instituée au 1°) de l'article 6 de la loi 46-07 visant « *les personnes pour qui lesdites professions ne sont que l'exercice d'une fonction publique* ». La formulation de la loi en la matière est ambiguë en ne faisant pas référence à la nature réelle de l'activité. En effet, une personne morale publique, comme c'est le cas pour les établissements publics industriels et commerciaux, peut poursuivre une activité à caractère lucratif et pour cette raison relever de l'IS. Il serait donc contradictoire dans ce cas que l'établissement concerné bénéficie d'une exonération permanente de TP. Il est logique en revanche que les établissements publics à caractère administratif dont l'objet est d'assurer un service public dans des conditions autres que les conditions du marché et qui ne sont pas imposables à l'IS bénéficient d'une exonération permanente de TP.

Un autre exemple, plus récent, de l'ambiguïté du droit fiscal marocain apparaît dans la procédure de dépôt de la déclaration rectificative, instaurée par la loi de finances 2016 (article

221 bis du CGI). En effet, selon cette procédure, lorsque l'administration fiscale constate des erreurs matérielles dans la déclaration du contribuable, elle invite ce dernier à souscrire une déclaration rectificative par lettre notifiée, en lui précisant la nature des erreurs matérielles constatées. L'alinéa III de ce même article précise qu'« *après analyse préliminaire des données figurant sur les déclarations et sur la base des informations dont elle dispose et sans recourir à la procédure de vérification de la comptabilité [...], l'administration peut demander aux contribuables les explications nécessaires concernant leurs déclarations, si elle relève des irrégularités notamment au niveau des éléments ayant une incidence sur la base d'imposition déclarée* ». Cet alinéa a suscité beaucoup d'incompréhensions dans la mesure où cette nouvelle procédure est considérée comme une vérification non dite, et dans la mesure également où la demande d'explication a été interprétée comme une notification de chefs de redressements et constitue de ce fait un acte interruptif de prescription fiscale.

Pour lever tout équivoque, il aura fallu que la DGI publie une note de service (note de service n° 320/2016-DLECI/DGI) où elle considère que la demande d'explication visée à l'article 221 bis-III ne peut pas être une notification de rectifications et ne saurait, par voie de conséquence, constituer un acte interruptif de prescription. Néanmoins, cette note de service quand bien même elle avait le mérite de lever l'ambiguïté liée à l'interprétation de l'article 221 bis, elle demeure une circulaire administrative destinée à faire connaître aux différents services de l'administration fiscale la manière dont la DGI interprète la loi. Cette note ne peut être pour autant une règle de droit.

On trouvera sans peine d'innombrables autres exemples de textes obscurs, contradictoires, lacunaires ou grammaticalement hérétiques dans les textes fiscaux. Ce qui laisse la voie libre aux interprétations abusives, loin de l'esprit des textes et exposant ainsi l'entreprise au risque de redressement fiscal. L'exigence d'intelligibilité de la loi fiscale devrait figurer à bon rang parmi les textes d'amélioration de la norme fiscale.

5. LES DIVERGENCES D'INTERPRETATION DE LA LOI FISCALE ET « TAX RULING »

Face à un silence de la loi fiscale ou à son obscurité, une entreprise fiscalement transparente encoure le risque des divergences d'interprétation de la loi. A l'aide d'un bon fiscaliste, elle interprète les textes d'une manière à exploiter les lacunes et les incohérences de la loi. Néanmoins, en cas d'arguments non raisonnables ou de divergence d'opinions avec l'administration fiscale, elle court le risque d'un redressement.

Revenons à notre exemple de la déductibilité des frais fiscaux. En l'absence de dispositions strictes et de limitations clairement définies qui nous permettraient de mieux comprendre la position adéquate à l'égard de ces dépenses, ni de trancher sur le critère d'appréciation de la normalité des charges engagées ou supportées, la distinction entre ce qui est fait pour le besoin de l'activité imposable et ce qui ne l'est pas, et dans quelle limite, n'est pas à l'évidence chose simple. La frontière entre les charges « exagérées et excessives » et « raisonnables » est difficile à tracer. Quand ces charges seront-elles légitimes ? Quels sont les critères à prendre en considération ? Quelle est la différence entre le « exagéré » et le « raisonnable » ? On devine l'insécurité juridique que génère cette notion de dépenses « *engagées ou supportées pour le besoin de l'activité imposable* ».

L'imprécision de l'article 8 du CGI permettrait toujours de l'interpréter soit dans un sens financièrement plus intéressant par l'administration, soit au contraire dans une optique privilégiant davantage les intérêts du contribuable qui aurait tout naturellement opté pour la situation fiscalement la plus avantageuse pour lui.

Dans la pratique, la réalisation d'une charge illicite afin de réduire la dette d'impôt d'un contribuable peut être consécutive d'un abus de droit réprimé par le fisc (M. Ntegue, 2002). Ce n'est donc pas l'intérêt fiscal de l'entreprise qui constitue le critère d'appréciation de la normalité des charges engagées ou supportées. Ce sont essentiellement les intérêts financiers et surtout économiques de l'entreprise qui permettent au fisc de contrôler la normalité des actes de gestion et donc, des charges engagées. D'où le conflit entre administration et contribuable est loin d'être résolu.

Il est donc souhaitable que le législateur intervienne pour enlever les ambiguïtés pareilles et clarifier d'une manière précise le caractère anormal des dépenses qualifiées comme tel afin d'empêcher l'administration de s'immiscer dans l'appréciation des conditions de gestion des entreprises d'une manière arbitraire.

C'est dans cet objectif justement, et consciente des problèmes de sécurité posés par le caractère imprécis des textes fiscaux, que l'administration fiscale avait fait insérer, par la loi de finances 2018, un article dans le Code Général des Impôts (l'article 234 quater). Cet article instaure au Maroc la procédure dite du rescrit fiscal ou de « Tax ruling ». Il autorise les contribuables à interroger l'administration sur l'application des règles fiscales liées à une situation de fait. L'administration fiscale dispose d'un délai de 3 mois pour répondre à la demande ou éventuellement demander des informations complémentaires auquel cas un

nouveau délai de 3 mois est ouvert. La réponse de l'administration lui est opposable sous réserve du respect de certaines conditions.

Le champ d'application du Tax ruling est cependant limité à des opérations bien précises énumérées dans l'article 234 quater nécessitant une position claire de l'administration fiscale. Il s'agit des montages juridiques et financiers portant sur des projets d'investissement à réaliser, des opérations de restructuration et des groupes de sociétés situés au Maroc et des opérations à réaliser entre entreprises situées au Maroc et ayant des liens de dépendances directs ou indirects. Le rescrit fiscal ne peut pas porter sur toutes les questions fiscales touchant à l'assiette ou les procédures.

En plus, et contrairement à la pratique dans plusieurs pays, d'une part, la réponse de l'administration fiscale à la demande de consultation préalable n'est pas publiée ni publique dans la mesure où elle n'est applicable qu'à l'entité qui en a fait la demande (il s'agit d'une réponse personnelle); d'autre part, l'absence de réponse dans le délai vaut-elle consentement ? L'article 234 quater restant muet en cas d'absence de réponse de l'administration dans le délai de 3 mois.

La Tax ruling a été présentée comme de nature à « sécuriser » le contribuable, et certains auteurs en conviennent. « Une autorisation préalable permettra de garantir, au point de rupture entre l'économie et l'avocasserie (sic), la sécurité juridique indispensable aux entreprises » (K. STRAKA, 1993). Mais cette « sécurité » est-elle « juridique » ? Car cette procédure d'accord préalable n'est rien d'autre pour l'entreprise que des interrogations posées à l'administration pour solliciter de celle-ci un avis sur une notion particulièrement floue de la règle fiscale. Cet avis n'est qu'une interprétation de la norme fiscale par les fonctionnaires de l'administration fiscale. L'entreprise peut d'ailleurs passer outre et réaliser l'opération même avec un avis négatif de la part de l'administration, puis soumettre l'affaire aux tribunaux, ceux-ci n'étant évidemment pas liés par l'avis de la commission des accords préalables.

Le rescrit fiscal, sous l'alibi d'une « sécurisation » du contribuable, vise donc à donner plus de pouvoirs à l'administration et risque de déboucher sur l'arbitraire. L'administratif empiète de façon inéluctable sur le judiciaire. « Sécuriser », oui – et encore – mais à quel prix ? « Juridique », - sûrement pas (Jean-Pierre BOURS, 1993).

CONCLUSION

Pour conclure, l'analyse de la norme fiscale au Maroc sous l'angle de la sécurité de l'entreprise contribuable nous a permis d'affirmer la précarité de cette dernière à plus d'un titre, ce qui risque de nuire à l'initiative privée et à l'attractivité économique du Royaume.

Pour encourager donc les investissements et contribuer ainsi à la création de l'emploi et de la richesse dans le pays, il faudrait revoir la qualité de la règle fiscale dans le sens de sa simplification et de sa stabilité.

L'effort aussi est demandé aux entreprises elles-mêmes qui ne se conforment pas aux obligations fiscales et qui s'exposent ainsi au risque de redressement fiscal à cause de manque de rigueur de ces entreprises, mais aussi et surtout à cause de leur perception des politiques publiques et de leur mécontentement des autorités fiscales.

Le manque de rigueur est imputable à notre société où la négociation domine partout. Chez le contribuable, ce culte de la négociation est une question de mentalité. Quant aux chefs d'entreprises, ils ne semblent pas être découragés de négliger leurs obligations par conviction qu'en cas d'intervention administrative, ils trouveront toujours un terrain d'entente. Le conseiller fiscal préfère aussi négocier un dossier plutôt que de défendre une position par des arguments circonstanciés.

Au-delà de leur manque de rigueur, les entreprises qui ne se conforment pas aux obligations fiscales sont souvent des contribuables ayant une attitude négative à l'égard de l'administration fiscale, du système fiscal, voir des politiques publiques en général, traduisant une faible adhésion à l'impôt.

Une telle attitude s'explique par l'impression qu'ont les entreprises qu'elles ne reçoivent rien ou moins que ce qu'elles doivent recevoir en contrepartie de l'impôt qu'elles sont contraintes de payer. Elles constatent que les recettes fiscales réalisées grâce à leurs efforts contributifs sont mal utilisées, gaspillées par un gouvernement qui vit au-dessus de ses moyens. La mauvaise utilisation des recettes fiscales irrite l'entreprise contribuable et la pousse au non-respect de ses obligations fiscales. Comment peut-on demander à une entreprise, créatrice d'emploi et de la richesse, une fraction de son revenu à mettre à la disposition d'un gouvernement dilapidateur, irrationnel dans l'utilisation de ces fonds et injuste dans ses choix budgétaires ? Comment un tel gouvernement peut plaider pour une sanction du non-respect des obligations fiscales des contribuables ?

L'entrepreneur qui respecte ses obligations fiscales et contribue, selon sa capacité, à la couverture des dépenses publiques de la communauté ou de la société, assure le suivi de l'utilisation de ses fonds. Il est donc demandé à l'administration plus d'efficacité et de rationalisation des dépenses publiques.

Dans un contexte d'urgence économique pour notre pays et nos entreprises, il est urgent de donner des signes tangibles de confiance et un cap économique clair.

Le constat est largement connu, il est unanime : l'action doit être menée à plusieurs niveaux. Au niveau de l'administration qui devra aménager son train de vie et adopter une gestion rationnelle de ses dépenses. Au niveau de l'entreprise qui devra mettre en place une gestion du risque fiscal et un contrôle interne fondé sur une approche par les risques. C'est un investissement, certes important surtout pour une PME, mais sans commune mesure avec le retour sur investissement. Et enfin au niveau de la norme fiscale dont l'instabilité et la complexité constituent un frein majeur à la compétitivité des entreprises marocaines et à leur développement ainsi qu'à l'attractivité du territoire marocain.

Améliorer la qualité de la norme fiscale dans le but de renforcer la sécurité fiscale des entreprises implique donc de rendre suffisamment prévisibles les règles de droit fiscal qui leur sont appliquées. Pour cela, il est nécessaire d'agir simultanément sur les différentes sources d'insécurité qui se situent dans l'instabilité, la complexité et l'ambiguïté des textes fiscaux. Nos propositions visent donc, d'une part à stabiliser et clarifier la norme en intégrant les impôts et taxes locales dans le code général des impôts et en enlevant tout chevauchement entre textes fiscaux (unicité de la doctrine fiscale), et d'autre part à rendre mieux prévisible par les contribuables son interprétation future par l'administration en poursuivant notamment le développement et l'amélioration de la pratique du rescrit fiscal.

BIBLIOGRAPHIE

BARILARI A. (2000), « Le consentement à l'impôt », Presses de Sciences Po.

BARTHELEMY B. (2000), « Gestion des risques ; Méthode d'optimisation globale », *Ed d'Organisation*, p.15.

BARTHELEMY B., QUIBEL J. (2000), « Risks management into entreprises » ; *Techniques de l'ingénieur* ; n° AG 1100 ; pp 1–16.

BOUVIER M. (1998), « Introduction au droit fiscal général et à la théorie de l'impôt », *LGDJ*, Paris, p. 170.

BOUVIER M. (2016), « La sécurité fiscale : les grands enjeux d'aujourd'hui », conférence-débat sur « la sécurité fiscale au Maroc et en France », Rabat, Maroc

BRESSY G. KONKUYT C. (2004), « Economie d'entreprise », 7e édition, Dalloz-Sirey.

Cour Européenne des Droits de l'Homme (2000), Affaire BARANOWSKI c/ Pologne, requête n° 28358/95, § 52.

COCHETEUX P. (2009), « Le rescrit fiscal et la sécurité juridique », *Gazette du Palais*, n° 230, p. 2

Code Général des Impôts, éditions 2010 – 2019.

Conseil Economique, Social et Environnemental (2019), « Un système fiscal, pilier pour le nouveau modèle de développement", Rapport

Cour des Comptes (2015), « La fiscalité locale », Synthèse.

Direction Générale des Impôts, Rapports annuels d'activité.

DOUET F. (1997), « Contribution à l'étude de la sécurité juridique en droit fiscal interne français », *LGDJ*, Paris

FERRIER D. (2012), « La gestion du risque juridique dans l'entreprise », *AMRAE*.

FLÜCKIGER A. (2007), « Le principe de clarté de la loi ou l'ambiguïté d'un idéal », In *Cahiers du Conseil constitutionnel* n° 21, Dossier : La normativité – janvier

FOUQUET O. (2008), « Améliorer la sécurité juridique des relations entre l'administration fiscale et les contribuables : une nouvelle approche », Rapport au ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique, France

GEFFROY J. B. (1993), « Grands problèmes fiscaux contemporains », Presses Universitaires de France, 1ère édition, Paris, p : 304

HASSOUN A. (2010), « L'évasion fiscale en Afrique – cas du Maroc ; sortes d'évasion et comment la maîtriser ? Séminaire sur la réforme des politiques fiscales axées sur l'innovation et la modernisation des institutions en charge de la collecte et de la gestion du patrimoine public, Centre Africain de Formation et de Recherche Administrative pour le Développement, Tanger, Maroc

HAUTEFEUILLE A. (2009), « Améliorer la sécurité juridique et fiscale des entreprises, premières analyses », Rapports et Etudes, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

LASSERRE-KIESOW V. (2002), « La compréhensibilité des lois à l'aube du XXI^e siècle », Dalloz, p. 1158-1159.

LEROY M. (2010), « L'impôt, l'Etat et la société : la sociologie fiscale de la démocratie interventionniste », Collection Finances publiques, Economica

MESSI M. (2007), « Nul n'est censé ignorer la loi fiscale » Tome 1 : « La recherche de la règle applicable », L'Harmattan, Paris, p 35

MONNIER J.M. (2003), "La formation des conceptions de la justice fiscale dans la pensée économique anglo-saxonne", Revue Française de Finances Publiques, n° 84, décembre, pp. 91-133.

MONNIER J.M. (2006), "L'impôt et la contrainte ou la dialectique de l'autonomie et de la responsabilité", European Journal of Economic and Social Systems, Vol. 19, n° 1, pp. 99-110.

MOREAU F. (2002), « Comprendre et gérer les risques, stratégiques, humains, éthiques, informatiques, projets », Editions d'organisation, p. 157-162

NTEGUE M. (2002), " Le contrôle fiscal entre les prérogatives de l'administration et le pouvoir du juge », thèse, Perpignan., p. 133.

ROSSIGNOL J.L., KIM ANH T.T. (2002), "La gestion du risque fiscal inhérent à l'implantation d'une entreprise dans un pays émergent : Le cas Français au Vietnam", CIDEGEF (Conférence Internationale des Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche de Gestion d'Expression Française)

STRAKA K. (1993), « Ruling : équité, où vas-tu ? », RGF